

Loi Euthanasie : grand discours de Florian Philippot pour la Vie !

16 min · Les Patriotes

Merci et bravo à vous et bravo à tous les intervenants qui m'ont brillamment précédé. Merci et bravo à Maître Divisio, Virginie Telen, Marie, Uba, Alexandre, et puis qui était en audio également Docteur de l'Épine, Jean -Frédéric Poisson. Ça n'est évidemment qu'un début. On est pas... On nous dira dans un sujet d'actualité brûlante, moi je crois que nous le sommes, parce que la vie est toujours un sujet d'actualité, et que notre devoir, et nous y sommes, c'est d'être là, c'est d'être debout, c'est de nous dire que quand on nous veut résigner, coucher, absent, soumis, nous avons ici un très sain réflexe de résistance, et sur cette place en particulier, où nous avons lancé tant et tant de combats, de manifestations, devant ce ministère de la Santé, qui effectivement est en train de devenir un ministère de la honte et de la mort. On parle ici d'une rupture anthropologique majeure, qui ne peut pas se faire sans y réfléchir sérieusement, profondément, et sans consulter les Français. C'est bien un sujet sur lequel on pourrait imaginer un référendum, c'est celui-ci, c'est celui-ci, car les Français ont le droit d'être informés, de débattre, de donner leur avis, et ça permettrait de retirer ce sujet des mains de députés, qui sont absents la plupart du temps, ou qui veulent voter à la Vavite pour partir le plus vite possible en vacances. Vous me direz que c'est un petit peu cynique de dire ça, mais non, non, c'est la stricte vérité. Je dirais rupture anthropologique, car elle l'a été dans tous les pays où ce type de loi, suicide, assisté, euthanasie, ont déjà été mises en place. À chaque fois, l'ambiance dans la société change brutalement. Louis Bouffard, je ne sais pas si vous le connaissez, était placé notamment sur CNews, qui est un jeune homme qui est victime de la maladie du chène. Il est passé fin mai, il y a quelques semaines, sur cette chaîne, et il avait déclaré ceci, « Pour ceux qui sont comme lui dans la vulnérabilité, cette loi est une violence absolue ». Et il avait ajouté cette phrase, cette formule magnifique, « Même en fin de vie, il y a encore de la vie, car ne nous y trompons pas. » Ça n'est pas un droit à mourir qui sera ici créé, c'est une pression insupportable qui conduira vers un véritable devoir de mourir, une pression insupportable qui pèsera sur les épaules d'un nombre considérable de nos compatriotes. Une fois que la boîte de Pandore est ouverte, les dérives sont systématiques. C'est ce qu'un article du Point, qui a été publié en 2024, appelle « le difficile encadrement des dérives ». Alors je vais vous parler de ce difficile encadrement des dérives. Aujourd'hui, au Pays-Bas, un mort sur 16 l'est par euthanasie ou suicide assisté. Un mort sur 16. Dans ces pays-là, il n'y a pas, je l'ai vérifié, de baisse des suicides. Parce que parfois on nous dit, les gens au moins arrêteront de boire du détergent, de jeter sous un train ou de se pendre ou de se tirer une balle dans la bouche et le feront entre guillemets « proprement », de manière encadrée. Eh bien c'est faux. L'injection ne remplace pas la pendaison, elle s'ajoute à la pendaison. Ce sont des morts en plus. Il n'y a dans ces pays-là aucune baisse du taux de suicide. Je le dis et le redis, car c'est un faux argument qui est mis dans le débat public et nous devons l'en chasser. Nous devons rectifier les choses. De la même manière, les dérives concernent systématiquement un élargissement des populations concernées, avec l'ouverture très rapidement des procédures de suicide assisté et d'euthanasie aux mineurs, aux adolescents, voire aux enfants, et évidemment aux dépressifs. Et ce sont là quelques dérives qui expliquent que nous arrivons à ces situations terribles. Je vous en donne une, mais il y en a foison. En 2023 en Belgique, ça a fait la une de certains journaux. L'injection d'une femme n'a pas fonctionné. Elle a été, je cite, « finie », en étant étouffée par un coussin. Trois soignants étaient sur elle pour finir cette dame, étouffée sous un coussin. Voilà où nous en arrivons. On nous présente ça comme le summum de la civilisation. J'appelle ça le summum de la barbarie, mes chers amis. Systématiquement encore, dans les pays où ce type de loi existe, il y a à chaque

fois un sous-investissement dans les soins palliatifs et dans le soin en général. Systématiquement, quand une loi de suicide assisté ou d'euthanasie est votée, il y a moins d'investissements ensuite dans le soin, et en particulier dans le soin palliatif. Il y a déjà de terribles dérives dans la loi qui est proposée au vote en France. En particulier, et plusieurs des intervenants avant moi l'ont évoqué à raison, le terrible et honteux délit d'entraves qui punit la compassion, la solidarité, l'élan du cœur de 30 000 euros d'amende et de deux ans de prison. Dans quelle société vivrons-nous si nous acceptons cette dérive-là ? Mes chers amis, moi, je ne veux pas vivre dans ce type de société, et je ne veux pas que nous léguions, ce type de société, à nos enfants et à nos petits-enfants. Jamais faites-vous confiance, en toute conscience, faites-vous confiance à Macron et aux Macronistes pour prendre en charge ce genre de sujet qui touche tellement à l'intime. Pour ma part, pas du tout. Ces gens-là nous ont montré, année après année, le peu de respect qu'ils avaient pour la vie. Ce sont ces gens-là, et en particulier ce ministère-là, qui ont géré la problématique des injections ARN messager, qui ont géré la problématique et le scandale du rivautil dans les EHPAD. Ce sont ces gens-là qui ont enfermé pendant des mois et des mois nos anciens, qui n'ont pas pu voir leurs proches et qui parfois en sont morts de chagrin. Ce sont ces gens-là qui ont décidé que des gens étaient enterrés sans même que leurs proches puissent être là pour leur dernier moment et leur départ, leur grand départ. Nous avons accepté, ils ont mis en place, ils ont imposé ce niveau cruel d'inhumanité. Alors, de grâce, ne leur faisons plus confiance. N'imaginons pas que du jour au lendemain ils vont devenir humanistes. Ils ne l'ont jamais été, ils ne le seront pas. Ces gens-là n'ont pas un cœur là, ils ont un compte en banque, c'est tout ce qu'ils ont. Et quand je parle de compte en banque, ne nous étonnons pas de voir les mutuelles derrière cette loi. La MGE-N, par exemple, avait publié une tribune dans le JDD en 2022, je cite un extrait. Allons à la conquête de nouveaux droits. Le sujet de la fin de vie est d'abord une question de dignité et de liberté individuelle. C'est marrant parce que la liberté individuelle, ça les intéressait beaucoup moins pendant le Covid et pendant l'injection. Ce n'était pas là une de leurs préoccupations. Vous pouvez encore trouver une autre tribune, celle de Thierry Baudet, qui en 2020 présidait la mutualité française, qui regroupait 426 mutuelles de toute la France et qui plaidait pour une loi d'aide active à mourir. Ça n'est pas surprenant. C'est une industrie de la mort qui se met en place. C'est une vision comptable et financière qui domine, qui ne voit pas des hommes et des femmes et des charges financières, qui ne voit pas des vies mais des lignes budgétaires, pour qui il n'y a pas des cœurs et des âmes mais des pourcentages et des numéros. C'est ça la réalité de ceux qui nous dirigent, qui nous gouvernent. Ils ne voient pas ici une assemblée d'hommes et de femmes, ils ne voient que des chiffres, ils ne voient que des économies, ils ne voient que des lignes budgétaires. Nous, nous savons que nous sommes bien plus que cela. Il y a ici des cœurs et des âmes, il y a ici des hommes et des femmes, il y a ici des gens qui veulent vivre et qui savent ce qu'est le prix de la vie. Et nous sommes de ce monde-là, de ce monde encore vivant. Il y a 40 milliards d'euros à trouver, nous dit Bayrou. Et bien l'aide à mourir sera une réponse budgétaire et comptable à ce calcul de boutiquier, puisque c'est calculé. Au Canada, par exemple, où la loi existe depuis une dizaine d'années, la direction parlementaire du budget en 2020 avait chiffré dans un rapport le gain financier, je cite, de la loi euthanasie 149 millions de dollars canadiens par an en moins pour les charges provinciales de santé grâce, écoutez bien, à une baisse des coûts des soins palliatifs et de prise en charge des affections de longue durée. Je crois qu'on peut pas être plus clair, on peut pas être plus clair. C'est chiffré de manière froide et mécanique. Fabrice Divizio l'a dit, Virginie l'a dit, tout le monde l'a dit, les gens veulent d'abord vivre dans la dignité avant de mourir. Ils veulent vivre dans la dignité et n'importe quel responsable politique avec un P majuscule devrait d'abord et avant tout s'intéresser à permettre à ses concitoyens, à ses compatriotes de vivre dans la dignité. Car aujourd'hui, avec la destruction de l'école, avec la destruction du modèle social, avec la destruction de l'hôpital, avec la destruction de nos libertés, avec la destruction de tous nos cadres de vie, on peut penser à la reconnaissance faciale, on peut penser à tout ce qu'ils mettent comme outil pour nous fliquer, pour nous surveiller,

pour nous pourrir la vie. Évidemment, ils font tout pour rendre la vie plus difficile. Je pense qu'il faut faire exactement l'inverse, permettre à nouveau aux gens de souffler, d'être heureux, d'être joyeux, de remettre un peu d'espoir et d'espérance dans une société française qui est plongée sciemment dans la désespérance. Nous ne sommes pas des demandeurs de peur. Nous n'avons jamais acheté leur politique de la peur. Nous sommes ici pour susciter l'espoir. Car il n'y a pas d'avenir si il n'y a pas d'espoir. Et donc, il faut créer, bâtir une grande politique de l'espoir et de l'avenir. Pas de la peur et de la mort. Ainsi, nous proposons une grande loi d'aide à vivre. Aujourd'hui, il y a encore 20 départements en France sans soins palliatifs. C'est là qu'il faudrait mettre le paquet. Au lieu de continuer à fermer des lits dans les soins palliatifs et à l'hôpital, 100 000 lits fermés ces 20 dernières années à l'hôpital et ça continue et ça accélère même, il faudrait inverser cette dynamique. Remettre de l'humain dans les soins, dans l'hôpital. Bien mieux considérer nos soignants, bien mieux les traiter, bien mieux les considérer. Mais pensez-vous que ce soient ces gens-là qui puissent le faire puisque je vous rappelle que pendant deux ans, ces gens-là ont mis à la rue des soignants par milliers dans notre pays qui n'avaient plus un centime pour vivre, qui étaient suspendus comme ils disaient. Aujourd'hui, il faut trois à six mois pour avoir un rendez-vous chez un médecin de la douleur. Ça n'est pas digne. C'est là qu'il faut mettre le paquet. Aujourd'hui, il y a un sous-investissement chronique dans la psychiatrie et la pédopsychiatrie. C'est là qu'il faut mettre le paquet. Il faut accompagner les familles. Il faut aider les aidants. Il faut aider les personnes en situation de handicap, leurs proches, leurs familles, leurs aidants, alors qu'elles se retrouvent très tellement isolées, tellement abandonnées, parfois obligées de partir dans d'autres pays parce qu'elles ne trouvent pas les structures adéquates dans notre propre pays. Quelle honte ! Il faut multiplier les structures d'accueil. Il faut investir. Il faut remettre au cœur du métier de la vocation même, car c'est une vocation de médecins et de soignants. Cette formule tellement célèbre que vous portez ici pour certains d'entre vous, *primum non nocere*. D'abord ne pas nuire. D'abord soigner. Un médecin n'est pas là pour tuer. Un médecin est là pour soigner. Et ça, il faut le rappeler, le dire et le redire, car je sais qu'énormément de médecins et de soignants sont terriblement choqués par cette loi qui va leur demander de renverser totalement leur manière de concevoir leur métier, la manière dont ils le conçoivent d'ailleurs depuis des siècles et des millénaires. Et évidemment recréer les soirs pour tous nos jeunes, sortir de la société du désespoir sans projet, sans lumière, sans avenir. Que les français puissent avoir le choix sur cette loi, qu'elle ne leur soit pas imposée, elle va vite comme ça, sans vrai débat de fond. Un référendum, je l'ai dit, un grand débat serait très approprié et typiquement c'est le genre de sujet qui aurait pu être l'occasion si il avait existé dans notre pays, d'un référendum d'initiative citoyenne. Voyez l'intérêt du RIC, c'est que ce genre de sujet nous pourrions le rendre aux parlementaires et nous en occuper nous-mêmes. Vive le référendum d'initiative citoyenne sur tous les sujets, nous le mettons dans notre constitution. En tous les cas mes chers amis, chers patriotes, chers résistants, il faut se battre ensemble. Le peuple français, il est grand, il est beau, il est libre dans sa capacité à épauler ceux qui en ont le plus besoin dans les moments difficiles de la vie, à déceler en chacun, non pas l'envie de mort mais le souhait de vivre, l'éclat de vie, parfois très faible mais quand il est encore là il faut essayer de s'y accrocher et de ne pas l'éteindre, au contraire, d'y voir l'étincelle qui pourra peut-être allumer la flamme et le brasier de cette vie, de cette joie, de ce bonheur, de cette grandeur d'âme que nous avons le devoir d'aller chercher, de valoriser, de faire prospérer. Je crois fondamentalement que le vrai responsable politique n'est pas celui qui compte, il est celui qui pense que c'est la vie qui compte. Merci à tous, vive la liberté, vive la résistance, vive la vie et vive la France libre.